



**Assemblée générale
Conseil économique et social**

Distr. générale
21 mai 2003
Français
Original: anglais

**Assemblée générale
Cinquante-huitième session
Point 106 a) de la liste préliminaire*
Suivi de la Conférence internationale
sur le financement du développement**

**Conseil économique et social
Session de fond de 2003
Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire**
Application et suivi
des recommandations issues
des grandes conférences
et réunions organisées
sous l'égide de l'Organisation
des Nations Unies : suite
donnée à la Conférence
internationale
sur le financement
du développement**

**Résumé par le Président du Conseil économique et social
de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil
avec les représentants des institutions de Bretton Woods
et de l'Organisation mondiale du commerce
(New York, 14 avril 2003)**

Note du Secrétariat***

Additif

**Auditions et dialogue du Conseil économique et social
avec les entreprises partenaires : résumé
(New York, 21 mars 2003)**

* A/58/50/Rev.1 et Corr.1.

** E/2003/100.

*** La présente note a été établie par le Bureau du financement du développement du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, en consultation avec le Comité directeur des entreprises partenaires au financement du développement.



Résumé

En préparation à la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les représentants des institutions de Bretton Woods et de l'Organisation mondiale du commerce, tenue le 14 avril 2003, sur le thème « Meilleures cohérence, coordination et coopération pour l'application à tous les niveaux du Consensus de Monterrey, adopté à la Conférence internationale sur le financement du développement un an après la Conférence » (décision 2003/209 du Conseil économique et social), le Conseil a tenu des auditions publiques et un dialogue interactif avec les représentants des entreprises partenaires au processus de financement du développement. Présidée par le Président du Conseil économique et social, Gert Rosenthal (Guatemala), la manifestation s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 21 mars 2003. La session du matin comportait des réunions-débats sur les quatre thèmes suivants : i) recenser et éliminer les obstacles à l'investissement privé dans le secteur des entreprises; ii) améliorer l'information, l'analyse et la communication concernant les possibilités, les risques et les services disponibles en matière d'investissement dans les pays; iii) ouvrir plus largement aux pays en développement l'accès à un financement à long terme pour les entreprises nationales et le développement des infrastructures; et iv) mettre en place les cadres nécessaires pour la collaboration et la coordination entre les secteurs public et privé dans l'application du Consensus de Monterrey. Chaque réunion-débat comprenait des exposés de représentants des entreprises partenaires suivis de débats avec les représentants du Conseil et des questions de l'auditoire. Au cours de la session de l'après-midi, les représentants des entreprises partenaires ont présenté des rapports sur les initiatives et projets spécifiques qu'ils avaient proposés à la Conférence de Monterrey, ainsi que de nouvelles propositions. Les points saillants des travaux des sessions du matin et de l'après-midi sont résumés ci-dessous.

I. Session du matin : auditions et dialogue avec les représentants des entreprises partenaires

1. Le Président de la réunion, Gert Rosenthal, Président du Conseil économique et social, a ouvert la réunion et souhaité la bienvenue à l'ensemble des orateurs et participants. Dans sa déclaration liminaire, l'Ambassadeur Rosenthal a mis en lumière le rôle important que le secteur des entreprises devait jouer dans l'application du Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement¹. Il a passé en revue les principaux points à l'ordre du jour et l'organisation des travaux.

2. L'animateur de la session du matin, Moeen Qureshi, Président de l'Emerging Markets Partnership, a, dans sa déclaration d'ouverture, soulevé les points essentiels ci-après afin que le débat soit circonscrit :

- L'un des faits les plus importants survenus récemment sur la scène économique internationale au cours des quelques décennies passées a été la croissance phénoménale des flux de capitaux privés vers les pays en développement. L'élément le plus intéressant de ces flux était l'investissement étranger direct, dont l'essentiel était cependant concentré dans un petit nombre de pays. La question centrale était par conséquent de savoir ce qui pouvait être fait pour accroître cet investissement étranger direct et d'y élargir l'accès des pays en développement;
- La croissance de l'investissement étranger direct se justifiait pour une bonne part par les privatisations et l'ouverture de l'économie de plusieurs grands pays en développement à l'investissement et au commerce mondiaux. Pour que l'investissement étranger direct continue de se développer, il faudrait créer un cadre plus favorable dans les pays en développement, et pas seulement dans ceux qui entreprenaient de vastes opérations de privatisation et disposaient de vastes marchés intérieurs convoités par les investisseurs étrangers;
- L'expérience a clairement démontré l'important rôle et la contribution d'un partenariat secteur public-secteur privé dans lequel les gouvernements fournissaient les services publics essentiels et maintenaient un cadre efficace et équitable pour l'investissement, tandis que le secteur privé apportait l'esprit d'entreprise d'une façon socialement responsable;
- L'importance de la confiance de l'investisseur national. Il était très difficile d'attirer les investisseurs étrangers si les investisseurs nationaux n'avaient pas confiance dans le système juridique et réglementaire du pays, par exemple. Convaincre l'investisseur national était donc un préalable pour attirer l'investissement étranger.

3. Dans les déclarations d'ouverture qu'ils ont prononcées au nom des entreprises partenaires au financement du développement, Maria Livanos Cattai, Secrétaire générale de la Chambre de commerce internationale, et Paul Underwood, Directeur exécutif du Conseil des entreprises pour les Nations Unies, ont souligné les points suivants :

- Un aspect essentiel du processus de Monterrey était la reconnaissance de l'importance cruciale de la mobilisation des investissements du secteur privé tant au sein des pays en développement qu'au plan international. Le secteur privé était responsable du gros des investissements internationaux dans les

pays en développement et jouait en général un rôle important dans l'impulsion du développement;

- À Monterrey avaient été produits bon nombre d'idées, de projets et de propositions relatifs à de nouveaux mécanismes de financement du développement. Les représentants des entreprises avaient d'ailleurs proposé plusieurs initiatives. Cependant, au cours de l'année écoulée depuis la tenue de la Conférence de Monterrey, il était apparu clairement que l'on avait peu progressé sur ces différents fronts;
- Les propositions faites à Monterrey par les entreprises étaient d'importantes contributions en puissance, mais ne pouvaient réussir qu'avec la participation pleine et entière et le soutien sans réserve des gouvernements et de leurs organisations internationales et régionales. La coordination et la collaboration s'avéraient nécessaires entre les entreprises, les gouvernements et les institutions multilatérales dans divers domaines tels que la conception, la mise en oeuvre et le financement de nouvelles initiatives. Ces entités avaient également besoin de s'efforcer ensemble de surmonter les obstacles qui se dressaient devant le secteur privé, d'appliquer des mesures qui tendaient à accroître le volume et l'efficacité du financement dans les pays en développement et d'établir enfin un cadre permettant d'évaluer les progrès accomplis par rapport au Consensus de Monterrey.

Première réunion-débat : recenser et éliminer les obstacles à l'investissement privé dans le secteur des entreprises

Exposés

4. Mme Cattai a souligné que les investisseurs étrangers et les investisseurs locaux partageaient les mêmes préoccupations. Selon l'oratrice, les principaux obstacles à l'investissement privé qu'il fallait surmonter étaient les pesanteurs administratives, le manque de communication entre les entreprises et les gouvernements, l'absence de renseignements fiables et les difficultés à trouver des capitaux pour lancer de nouvelles entreprises. Ces difficultés conjuguées à d'autres créaient un climat instable et imprévisible pour l'investissement. La Chambre de commerce internationale entreprenait certaines activités pour s'attaquer à ces problèmes; ces activités ont été expliquées à la session de l'après-midi (voir par. 19 ci-dessous).

5. Clare Cowan, Présidente-directrice générale du Venture Exchange Network, a examiné la nécessité d'investir des capitaux à risque dans le développement durable des pays en développement. Mme Cowan a également abordé les mesures à appliquer éventuellement pour faciliter l'investissement d'un volume plus important de capitaux à risque dans ces pays. L'une des solutions pourrait être la mise sur pied d'une équipe multipartite regroupant le secteur privé, les gouvernements et les organisations multilatérales. La mission de ce groupe serait de mobiliser des ressources intérieures et multilatérales en vue de réaliser des investissements transparents et aussi de réduire les risques liés à l'investissement étranger dans les pays en développement.

6. Frank Fernandez, économiste en chef à la Securities Industries Association, a appelé l'attention des participants sur la nécessité de développer les marchés de capitaux locaux dans les pays en développement. Selon M. Fernandez, un système

de marché financier viable faisait toujours défaut dans la plupart des pays en développement et, en conséquence, les investisseurs avaient tendance à s'intéresser seulement à quelques pays disposant de marchés de capitaux assez liquides et bien implantés.

Débat

7. Les points essentiels suivants ont été soulevés :

- Une délégation a fait remarquer qu'il fallait de bonnes institutions non seulement pour attirer les capitaux, mais aussi pour retenir les ressources intérieures. L'importance des groupes consultatifs professionnels en tant que moyen de sensibiliser et les gouvernements et les investisseurs a également été soulignée;
- Une autre délégation s'est déclarée préoccupée devant les perspectives de mobilisation de l'investissement étranger direct en une période de ralentissement de la croissance économique mondiale. En réponse, le représentant d'une entreprise partenaire a signalé que le moment était peut-être opportun pour les pays en développement de se préparer pour être attrayants pour les prochains flux de capitaux lorsque la croissance reprendrait;
- Des représentants ont fait observer que certaines économies émergentes, qui avaient pourtant des systèmes financiers relativement solides, n'avaient pas été épargnées par les crises financières. À cet égard, il a été signalé que, pour faire face à une volatilité excessive, des pays tels que la Malaisie avaient dû adopter des mesures de contrôle des mouvements de capitaux. Tout en reconnaissant que, dans certains cas, le contrôle des capitaux avait pu donner un répit face à la volatilité, le représentant d'une entreprise partenaire a souligné que ce contrôle ne constituait pas une solution à long terme et ne devrait pas se substituer à des réformes économiques et financières;
- Une délégation s'est inquiétée des problèmes que rencontraient les pays dont l'économie était tributaire des matières premières. Un certain nombre de représentants d'entreprises partenaires ont admis que les pays développés pouvaient faciliter les choses en améliorant l'accès au marché et en mettant fin à leurs subventions agricoles.

Deuxième réunion-débat : améliorer l'information, l'analyse et la communication concernant les possibilités, les risques et les services disponibles en matière d'investissement dans les pays en développement

Exposés

8. Barbara Samuels, Présidente de Samuels Associates, a signalé que sans une information appropriée, il ne fallait pas compter sur un apport d'investissement du secteur privé. Il se trouvait malheureusement que l'information disponible dans bon nombre de pays en développement restait inappropriée et manquait de crédibilité. Il existait bien entendu de nombreux obstacles à l'obtention et à la communication d'une information fiable, dont par exemple les coûts élevés de la recherche, les lacunes et le manque d'objectivité de l'information, une divulgation incomplète, l'inopportunité du moment de production et l'insuffisance de ressources dans les pays en développement. Comme solutions éventuelles à ces problèmes, on pouvait citer les partenariats secteur public-secteur privé, avec un soutien des donateurs et

des entreprises de technologie, le but étant d'améliorer la qualité de l'information et l'accès de l'investisseur à cette information. Pour compléter ces mesures, on pourrait mettre au point des mécanismes de concertation pouvant permettre aux gouvernements des pays en développement de communiquer avec les investisseurs nationaux et étrangers pour ce qui est des obstacles à l'investissement et des solutions éventuelles.

9. James Mutende, ancien Directeur général de la Uganda Commercial Bank, a souligné que les insuffisances dans l'information, et notamment les disparités considérables lorsque cette information venait de diverses sources et des organismes gouvernementaux, constituaient un grand problème pour les investisseurs nationaux. L'État et le secteur privé devraient examiner les moyens de résoudre ces problèmes.

10. M. Fernandez s'est exprimé sur l'importance de l'information dans la prévention et le règlement des crises. À cet égard, il a souligné l'importance de contacts entre les pays débiteurs et les créanciers susceptibles d'améliorer les relations entre débiteurs et créanciers souverains ainsi que le processus de règlement du problème de la dette souveraine. Le secteur privé avait avancé une démarche intégrée englobant des propositions tendant à améliorer les relations entre créanciers et débiteurs, à la prévention et au règlement des crises, notamment grâce à un code de conduite et à des clauses juridiques, telles que des clauses d'action collective. Selon l'orateur, en ce sens qu'elle mettait en avant des consultations et l'échange de renseignements avant que les problèmes deviennent ingérables, cette démarche était plus complète que le mécanisme de restructuration de la dette souveraine préconisé par le Fonds monétaire international.

11. Robert Sheppard, Directeur général de la J.R. Sheppard & Co. LLC, a parlé de l'information dont avaient besoin les investisseurs qui finançaient des projets d'infrastructure dans les pays en développement. Selon M. Sheppard, il était très difficile en pratique pour les investisseurs de trouver l'information nécessaire pour analyser convenablement le risque lié au placement d'argent dans les projets d'infrastructure. Le secteur public faciliterait aussi la tâche de ces investisseurs en leur donnant davantage de précisions sur les projets couronnés de succès de même que sur les enseignements tirés et l'expérience acquise dans le domaine du financement des projets dans les pays en développement.

Débat

12. Les participants ont soulevé les questions suivantes :

- Les représentants des entreprises partenaires ont souligné l'importance pour les gouvernements et les entreprises de collaborer plus étroitement afin que les uns comprennent mutuellement les besoins des autres;
- De nombreux intervenants ont insisté sur le fait qu'il était très important d'avoir une meilleure information pour ne tenir compte que des risques réels. Sur ce plan, le représentant d'une entreprise a également souligné combien il importait pour les pays en développement d'assurer, bon an mal an, une circulation soutenue de l'information vers les marchés. Ceci contribuerait à maintenir les flux de la dette et les relations dans le domaine du crédit;
- Les représentants des entreprises partenaires comme les délégations ont indiqué qu'une meilleure information devrait aider les investisseurs à faire la

distinction entre les pays en développement et aussi leur permettre de mieux comprendre différents environnements et institutions;

- Certaines délégations se sont demandé dans quelle mesure les organismes d'évaluation financière fournissaient au marché des renseignements fiables.

Troisième réunion-débat : améliorer l'accès des pays en développement à un financement à long terme pour les entreprises nationales et le développement des infrastructures

Exposés

13. Crocker Snow Jr., Président du Money Matters Institute, a brièvement passé en revue les obstacles au financement à long terme et les solutions éventuelles, en signalant qu'il n'existait pas assez de mécanismes tels que les systèmes de garantie, de cofinancement et d'assurance permettant de partager les risques entre les secteurs public et privé. Des partenariats secteur public-secteur privé et des forums visant à mettre au point des plans nouveaux et novateurs de financement et de réduction des risques pourraient apporter une solution à ce problème. M. Snow a également fait valoir que les pays en développement disposant d'une solide base en matière de technologies de l'information semblaient plus attrayants pour les investisseurs, étant donné que la technologie de l'information était nécessaire pour proposer et commercialiser des produits.

14. M. Sheppard a fait remarquer que, traditionnellement, la majeure partie du financement des projets d'infrastructure dans les pays en développement était fournie par les banques commerciales, agissant souvent de concert avec des organismes publics de garantie du crédit à l'exportation ou des organismes multilatéraux. Or, les banques commerciales s'étaient, en règle générale, récemment retirées du financement des projets dans les pays en développement. Aussi était-il devenu plus impératif de proposer des transactions bien structurées pour obtenir le financement sur les marchés de capitaux. Les marchés de capitaux internationaux constituaient la plus grande et la plus solide réserve financière du monde et pouvaient, associés aux marchés de capitaux locaux qui étaient une source de financement des projets d'infrastructure essentiellement inexplorée, apporter une immense contribution au développement économique, à condition d'élaborer des systèmes de transactions efficaces.

Débat

15. Les participants ont soulevé les principaux points suivants :

- Une délégation a fait observer que, dans les partenariats secteur public-secteur privé, l'accent avait été mis jusque-là sur le secteur public. Le secteur privé devrait quant à lui produire ses propres initiatives qui, si elles étaient valables, devraient être reconnues et encouragées par le secteur public;
- L'importance de nouvelles approches de la mobilisation de ressources a été soulignée. Dans ce domaine, les participants ont jugé constructive la proposition du Chancelier britannique de l'échiquier, Gordon Brown, tendant à créer un mécanisme de financement international qui mobiliserait des fonds sur les marchés de capitaux internationaux au titre de dépenses futures dans le cadre de l'aide publique au développement;

- Une délégation a souligné l'importance de l'intervention des pouvoirs publics pour promouvoir le développement des marchés de capitaux;
- Certaines délégations ont soulevé des questions concernant l'efficacité des organismes d'évaluation financière et la transparence de leur processus d'évaluation. Le représentant d'une entreprise et d'un organisme d'évaluation financière a soutenu que le travail de ces organismes devenait plus transparent. C'était ainsi que les méthodes d'évaluation et l'analyse de tout changement de notation étaient consultables sur les sites Web des principaux organismes d'évaluation financière;
- Il a été précisé également que les pays d'origine de l'investissement pouvaient prendre des mesures appropriées pour faciliter l'apport d'investissement étranger dans les pays en développement.

Quatrième réunion-débat : mettre en place les cadres nécessaires pour la collaboration et la coordination entre le secteur public et le secteur privé dans l'application du Consensus de Monterrey

Exposés

16. M. Underwood a déclaré que le Consensus de Monterrey dénotait l'importance des capitaux privés. Toutefois, le secteur privé ne pourrait faire plus que grâce à la coopération et à la coordination avec le secteur public. Sur ce plan, le Secrétariat pour le financement du développement pourrait établir un cadre pour faciliter la communication, notamment par des réunions régulières entre les représentants du secteur des entreprises et ceux des pouvoirs publics. L'orateur s'est appesanti sur trois difficultés spécifiques. Premièrement, les représentants des entreprises éprouvaient des difficultés à communiquer directement avec des acteurs clefs de l'appareil gouvernemental et des organisations multilatérales. Il n'existait à l'heure actuelle aucun moyen de leur envoyer directement du courrier électronique. Deuxièmement, il n'existait jusque-là aucun mécanisme de suivi clairement mandaté pour évaluer les progrès accomplis par les gouvernements dans l'application du Consensus de Monterrey. Troisièmement, il n'y avait pas de financement pour soutenir la mise en oeuvre des multiples initiatives proposées par les représentants des entreprises partenaires lors de la réunion de Monterrey et des activités qui y ont fait suite.

Débat

17. Les points suivants ont été soulevés :

- Les représentants des entreprises partenaires ont souligné la nécessité d'instituer des examens périodiques des projets lors de réunions trimestrielles avec l'Organisation des Nations Unies en prévoyant une participation digne de ce nom des gouvernements et des entreprises à ces réunions. Serait également d'une grande utilité un système de communication permanent par courrier électronique;
- Il semblait y avoir accord sur l'utilité de groupes d'experts communs axés sur les problèmes et les résultats. Les pays donateurs, les banques régionales de développement et les institutions financières internationales devraient appuyer ces initiatives. De surcroît, il a été proposé d'établir des critères d'évaluation de la performance de l'ensemble des parties prenantes (gouvernements des

pays en développement, gouvernements des pays donateurs, organisations internationales et secteur privé) et de suivre la situation en ce domaine.

II. Session de l'après-midi : réunion d'information par les représentants des entreprises partenaires sur la situation des initiatives du secteur privé sur le financement du développement

Vue d'ensemble

18. Au cours de la session de l'après-midi, les représentants des entreprises partenaires ont présenté des rapports d'activité sur les initiatives et projets spécifiques qu'ils avaient proposés lors de la Conférence de Monterrey ainsi que de nouvelles propositions. Ces initiatives ont été décrites en détail dans le manuel distribué par le secteur des entreprises, intitulé « Recommendations for moving from words to actions from the Coordinating Committee of Business Interlocutors on Financing for Development ». Le document se trouve sur le site Web consacré au financement du développement : <www.un.org/esa/ffd>. On trouvera ci-après les principaux points soulevés durant la réunion.

Exposés et débats

Initiatives parrainées par la Chambre de commerce internationale

19. Mme Cattai a présenté les initiatives suivantes :

- Des guides pour les investissements ont été publiés en coopération avec la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) pour sept pays les moins avancés d'Afrique et d'Asie, en vue de leur permettre d'attirer l'investissement. Leur production a été rendue possible grâce à des enquêtes (associant les investisseurs locaux et internationaux et les gouvernements locaux) qui ont donné des renseignements sur les besoins et sur les obstacles qui se dressaient devant les entreprises et ont également facilité la communication de renseignements objectifs à l'intention des investisseurs. Des guides pour les investissements avaient été établis pour l'Ouganda, le Mozambique, l'Éthiopie, le Bangladesh, le Mali, le Népal et le Cambodge. Des pays comme le Bénin, la Guinée-Bissau et Madagascar ont demandé à la Chambre de commerce internationale de leur établir aussi des guides pour les investissements;
- Le Conseil consultatif pour l'investissement dans les pays en développement a été créé conjointement avec la CNUCED en vue de faciliter l'interaction entre les représentants des gouvernements et ceux des entreprises et de donner aux gouvernements des pays les moins avancés des conseils et des recommandations susceptibles d'accroître le volume de l'investissement étranger direct et d'en améliorer la qualité. Un certain nombre de projets avaient été réalisés par suite de cette initiative, notamment dans les domaines des ressources en eau et de l'électricité;
- Le groupe du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) chargé du secteur des entreprises comprenait un certain nombre d'organisations commerciales et industrielles du monde entier que la Chambre

de commerce internationale avait mobilisées afin de soutenir le processus du NEPAD en renforçant les entreprises locales et en encourageant l'adoption par les gouvernements de mesures favorables aux entreprises.

20. Mme Cowan a décrit un groupe d'action sur les capitaux à risque que son entreprise avait créé. Son but était notamment de favoriser le développement d'un marché mondial de capitaux à risque plus compétitif et plus juste et d'éliminer les obstacles à la libre circulation des capitaux à risque d'un pays à l'autre (en particulier en encourageant un investissement plus important dans les pays en développement). En créant une équipe multipartite représentant le secteur privé, le gouvernement et les organisations multilatérales, le groupe espérait mobiliser des ressources nationales et multilatérales afin de réduire les risques courus par les investisseurs et mieux informer ceux-ci des possibilités offertes.

21. Les deux orateurs ont encouragé davantage de gouvernements à prendre part aux initiatives susmentionnées.

22. Un certain nombre de points ont été soulevés lors du débat qui a suivi les exposés. Il a été estimé que les capitaux à risque avaient tendance à prospérer davantage dans les sociétés où l'échec n'était pas synonyme de déshonneur et où les individus étaient plus disposés à prendre les risques voulus pour lancer de nouvelles entreprises. Par ailleurs, il existait différents types d'investissements de capitaux à risque réalisés dans toute une gamme de secteurs, y compris les infrastructures. En outre, les représentants des entreprises partenaires ont souligné la nécessité de bonnes pratiques commerciales dans les pays en développement, car les investisseurs de capitaux à risque redoutaient la corruption, les pratiques commerciales inhabituelles et l'absence d'état de droit. Ils ont également ajouté qu'il existait dans certains pays en développement des obstacles d'ordre réglementaire à l'investissement de capitaux à risque.

Initiative parrainée par le Money Matters Institute

23. M. Snow a communiqué des renseignements sur le Global Horizon Fund Program, parrainé à la fois par le Money Matters Institute et State Street Global Advisors. Ce programme sera créé en tant qu'ensemble de quatre ou cinq fonds privés et interdépendants d'investissement sous forme de prises de participations (un par région du monde), qui viserait à acheminer tôt des fonds propres pour les entreprises nouvelles à fort potentiel de croissance, les rachats et les privatisations. Des engagements de capitaux atteignant 1 milliard de dollars seraient recherchés auprès de diverses sources privées, comme les sociétés et les fonds institutionnels ainsi que de sources publiques, notamment les banques régionales de développement et les organismes multilatéraux. S'agissant de l'Organisation des Nations Unies, M. Snow a précisé qu'une contribution intellectuelle de sa part à la mise en oeuvre de cette initiative serait la bienvenue.

Initiative parrainée par Samuels Associates

24. M. Samuels a présenté le portail Web du Centre mondial d'information, notamment les réseaux gouvernements-investisseurs. Cette proposition tendait à combler les lacunes existant en matière d'information entre les investisseurs et les gouvernements aux niveaux national et international. Le centre d'information fournirait aux investisseurs une information crédible et produite en temps opportun sur les pays et les marchés du monde en développement, ce par l'intermédiaire d'un

site Web conçu pour répondre aux besoins spécifiques de l'utilisateur. Cela étant, il serait possible d'établir dans le cadre du centre d'information des réseaux gouvernements-investisseurs en guise de base de communication directe entre pays et investisseurs.

25. La proposition avait reçu une assistance financière de la Fondation Ford et du Gouvernement norvégien. Deux prototypes pilotes de réseau d'information et de réseau gouvernements-investisseurs ayant trait au Ghana et à Maurice avaient été mis en place et pouvaient être visités sur Internet. En outre, le Gouvernement suisse s'était engagé à financer un projet pilote tendant à mettre en place une base intranet de technologie à l'intention des réseaux gouvernements-investisseurs, qui permettrait aux gouvernements des pays en développement de communiquer directement à un coût rentable avec les investisseurs actuels et futurs pour ce qui est des obstacles à l'investissement et des solutions éventuelles. Le Gouvernement nicaraguayen s'est engagé à participer à l'initiative en tant que pays pilote.

26. Au cours de la discussion, un représentant de la société civile a exprimé son ferme appui à l'initiative en exhortant les gouvernements à lui apporter leur soutien.

Initiative parrainée par la Securities Industries Association

27. M. Fernandez a proposé des mesures intérimaires pour améliorer les relations entre débiteurs et créanciers souverains et le processus de restructuration de la dette souveraine. Il a décrit dans ses grandes lignes une démarche intégrée avancée par sept grandes organisations financières représentant les principaux créanciers souverains du monde entier, démarche qui englobait des propositions tendant à améliorer les relations entre créanciers et débiteurs, à la prévention et au règlement des crises, notamment grâce à un code de conduite et à des clauses juridiques, telles que des clauses d'action collective. L'orateur a expliqué qu'une base Internet reliant les gouvernements débiteurs et leurs créanciers, comme celle que le Centre mondial d'information mettait en place (voir par. 24 plus haut) pourrait être un moyen efficace par rapport à son coût de mettre en oeuvre ces propositions.

28. Le débat a porté sur la nécessité de faciliter la communication et le dialogue entre créanciers et débiteurs souverains. M. Fernandez a indiqué que l'amélioration de la communication entre créanciers et débiteurs contribuerait à prévenir l'accumulation de la dette extérieure. De plus, une base Web reliant débiteurs et créanciers, comme celui mis au point par le Centre mondial d'information, permettrait l'échange entre investisseurs et gouvernements de pays en développement de compétences et de données d'expérience ainsi que des enseignements tirés.

Initiative parrainée par le Conseil des entreprises pour les Nations Unies

29. M. Underwood a réaffirmé la nécessité de la coopération et de la coordination entre le secteur privé et le secteur public en vue de l'application du Consensus de Monterrey ainsi que des multiples initiatives que les représentants des entreprises avaient proposées dans le domaine du financement du développement.

30. M. Sheppard s'est appesanti sur une initiative qu'il élaborait et qui tendait à encourager les marchés de capitaux à financer des projets d'infrastructure dans les pays en développement. L'initiative avait été parrainée par le Conseil des entreprises pour les Nations Unies et avait reçu le soutien du Département des affaires

économiques et sociales (par le biais du financement d'une mission de consultant et de l'organisation d'une réunion d'experts sur la question). Le document de synthèse produit a été déposé sur le site Web du Département (<<http://www.un.org/esa/papers/htm>>, sous le titre « Capital Market Financing for Developing Country Infrastructure Projects ». Le Centre mondial d'information mettait actuellement au point un forum de discussion électronique afin de permettre aux membres du groupe d'experts d'examiner en permanence des thèmes spécifiques.

31. Durant le débat sur l'initiative, les participants ont souligné la nécessité de développer les marchés de capitaux locaux en améliorant les cadres législatif et réglementaire. Il avait également été signalé qu'il fallait réduire les divers risques au moyen d'une garantie du risque politique et de mécanismes tels que l'apport de liquidités en cas de dévaluation de la monnaie.

Recommandations

32. Un certain nombre de points importants ont été soulevés dans les discours d'ouverture et lors des exposés et des débats entre les représentants des entreprises, les diverses délégations et les autres parties prenantes qui participaient, notamment les importantes déclarations ci-dessous des représentants des entreprises partenaires :

- **Veiller aux besoins des investisseurs était une mesure importante pour attirer les investisseurs de l'étranger. À bien des égards, convaincre l'investisseur national pouvait être considéré comme un préalable pour attirer l'investissement étranger, car investisseurs étrangers et investisseurs locaux partageaient les mêmes préoccupations. Les principaux obstacles au fonctionnement de l'entreprise identifiés par ces deux entités comprenaient les suivants : pesanteurs administratives, manque de communication entre entreprises étrangères et gouvernements locaux, manque de fiabilité de l'information et difficultés à trouver des capitaux pour financer le lancement de nouvelles entreprises;**
- **L'absence de renseignements appropriés et crédibles et de mécanismes de concertation était un facteur qui décourageait l'investissement dans les pays en développement et contribuait à l'instabilité macroéconomique et à des crises. Il était important que les pouvoirs publics aussi bien que le secteur privé entreprennent la coordination et la coopération afin de mettre au point des mécanismes favorisant des consultations régulières et un échange de renseignements entre les différents groupes d'acteurs des secteurs public et privé;**
- **Étant donné l'extrême incertitude à laquelle les investisseurs étaient confrontés dans les pays en développement, il était de plus en plus important de disposer de partenariats secteur public-secteur privé et de forums qui permettraient de mettre au point des plans nouveaux et novateurs de financement et de réduction des risques. Il fallait également développer des systèmes de transactions qui attireraient plus efficacement des fonds des marchés de capitaux internationaux pour financer des projets d'infrastructure dans les pays en développement;**
- **Il faudrait mettre en place un cadre pour faciliter la communication, la coopération et la coordination entre les secteurs public et privé dans**

l'application du Consensus de Monterrey. Le Secrétariat pour le financement du développement pourrait contribuer grandement en mettant en place et en organisant ce cadre. La coopération s'avérait également nécessaire entre les secteurs public et privé pour mobiliser des fonds afin d'assurer la mise en oeuvre des multiples initiatives proposées par les représentants des entreprises dans le domaine du financement du développement. Les gouvernements, les institutions multilatérales et les entreprises devaient aussi collaborer pour appliquer des mesures susceptibles d'accroître le flux et l'efficacité du financement dans les pays en développement, l'objectif étant de juguler les obstacles au fonctionnement du secteur privé et, qui plus est, d'établir des critères permettant d'évaluer les progrès accomplis par rapport au Consensus de Monterrey.

Notes

- ¹ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.
-